



LES ENJEUX ENERGETIQUES DE LA CHINE

Mémoire de géopolitique
du commandant Eric Berrier
dans le cadre du séminaire « géopolitique de l'Asie du Sud-Est »

Directrice: Madame Valérie Niquet
Maître de conférence à l'institut de stratégie comparée
de l'Université Paris I
Mars 2003

les enjeux énergétiques de la Chine

SOMMAIRE

Introduction	3
1. Bilan des difficultés internes du système énergétique de la Chine	4
1.1. prévisions de croissances économiques	4
1.2. La consommation énergétique et son évolution	5
1.2.1. L'évolution quantitative de la demande en énergie	5
1.2.2. Les évolutions structurelles de la demande énergétique	5
1.3. Etat et problèmes des ressources énergétiques	7
1.3.1. Les ressources énergétiques	7
1.3.1.1. le pétrole et le gaz	7
1.3.1.2. Le charbon	9
1.3.1.3. L'électricité	10
1.3.2. Une infrastructure désuète	10
1.3.2.1. L'infrastructure de transport	10
1.3.2.2. L'infrastructure de raffinage	12
1.3.3. Les principaux défis intérieurs à relever	13
1.3.3.1. Le manque de réserves pétrolifères	13
1.3.3.2. Des lacunes dans l'innovation technologique	13
1.3.3.3. Une industrie du gaz à la traîne	14
1.3.3.4. De nouvelles dispositions institutionnelles à mettre en place	15
1.3.3.5. Un manque d'étude prospective	16
1.3.3.6. une réforme des prix indispensable	17
2. Les mesures prises en compte pour relever les défis de l'énergie en Chine	18
2.1. Deux stratégies en concurrence	18
2.2. Elaboration de réserves stratégiques	20
2.3. La diversification des approvisionnements pétroliers	21
2.3.1. en Asie centrale	21
2.3.2. Au Moyen Orient et en Afrique	23
2.4. Ouverture du pays aux investisseurs étrangers	25
3. Les conséquences géopolitiques	26
3.1. La Chine représente-t-elle une menace pour la stabilité de la région?	26
3.2. La Chine et ses voisins: vers un pont énergétique?	27
3.3. Les relations avec la Russie	29
3.3.1. La Russie en tant qu' approvisionneur	29
3.3.2. L'impact sur les relations avec Russie	30
3.4. Impact sur les relations avec les États-Unis	32
3.4.1. Les problèmes des voies maritimes	33
3.4.2. Le problème des ventes d'armes	35

Introduction

La Chine est devenue, pour satisfaire une demande grandissante face à son développement économique, un pays importateur de pétrole en 1993. Cette évolution a marqué une véritable rupture avec le principe maoïste d'auto-suffisance qui a imprégné la culture chinoise. Elle a ouvert la possibilité que la Chine puisse devenir aussi dépendante que les états industrialisés face à un événement mondial tel que le choc pétrolier de 1973 ou des conflits sous fond de pétrole comme aujourd'hui. L'impact de cette dépendance naissante sur la politique chinoise est inéluctable d'autant plus que l'héritage historique est encore présent. Les conséquences énergétiques de la coupure des relations sino-soviétique et l'utilisation des exportations de pétrole chinois pour influencer l'attitude japonaise dans les années 70 montrent les dangers d'une dépendance vis à vis de l'extérieur. Les questions de sécurité énergétique influencent de plus en plus les initiatives étrangères de la Chine et les calculs stratégiques. La structure énergétique impose à la Chine de faire effort sur ses importations pétrolières. Cette nécessité d'importer du pétrole provenant de l'étranger entraîne la Chine à entrer en concurrence avec des pays dont le souci énergétique remonte à plus longtemps.

L'arrivée d'un concurrent qui pèse 1,2 milliards d'habitant et dont l'émergence économique inquiète non seulement ses voisins mais aussi les grandes puissances occidentales pourrait entraîner un regain de tensions autour du domaine énergétique.

Après avoir brosser un état des lieux énergétiques de la Chine révélant les atouts mais aussi les lacunes de son secteur énergétique, ce mémoire abordera les mesures tant intérieures qu'extérieures que la Chine a entrepris pour satisfaire à son besoin de sécurité énergétique. Enfin, dans une dernière partie, les conséquences géopolitiques de l'implication de la Chine sur le marché mondial de l'énergie seront abordées au niveau régional et au niveau international.

1. Bilan des difficultés internes du système énergétique de la Chine

La dépendance croissante de la Chine envers ses importations, particulièrement en pétrole, provient de causes internes. La longue période de croissance économique générée par les réformes économiques entreprises à la fin des années 70, a augmenté grandement les besoins énergétiques de la Chine et tout particulièrement en pétrole. Dans un pays immense et très peuplé, la géographie économique a favorisé la croissance industrielle et commerciale dans l'Est et le Sud du pays, régions très éloignées des principales réserves de charbon, de pétrole et d'énergie hydraulique située, quant à elles, au Nord et à l'Ouest. Cela pose assurément des problèmes à la Chine comme nous le verrons dans cette partie.

1.1. prévisions de croissances économiques

Depuis la fin de la Guerre Froide, l'économie mondiale s'est considérablement amplifiée par la globalisation des échanges et l'économie de marché s'est imposée partout dans le monde. A travers les restructurations des industries et les innovations technologiques et scientifiques, l'économie mondiale s'est développée à un rythme de plus de 2% par an depuis 1994. Après un ralentissement dû à la crise financière de 1997-1998 et à l'attentat du 11 septembre 2001, l'économie mondiale continue sa progression, même si les événements actuels dans le Golfe pourraient la freiner. D'après les prévisions du Front Monétaire International (FMI), l'économie globale pourrait augmenter de 3 à 5 % pendant les 5 années à venir.

La Chine n'est pas restée en marge de cette évolution et a pris une place de plus en plus importante dans ce système. Après avoir adopté les réformes nécessaires pour favoriser l'ouverture de son marché dans les années 80, la Chine est entrée dans une ère de croissance rapide de son économie. Entre 1980 et 2000, l'économie nationale et, par conséquent, son Produit Intérieur Brut (PIB), a augmenté à un rythme situé entre 8 et 12 % par an. A la fin de 2001, le PIB de la Chine avait atteint le 7^o rang mondial. Même si les estimations de croissance varient de façon non négligeable suivant les sources, chinoises ou étrangères, une chose est certaine : l'économie chinoise continuera à croître et aura un impact certain sur sa consommation énergétique.

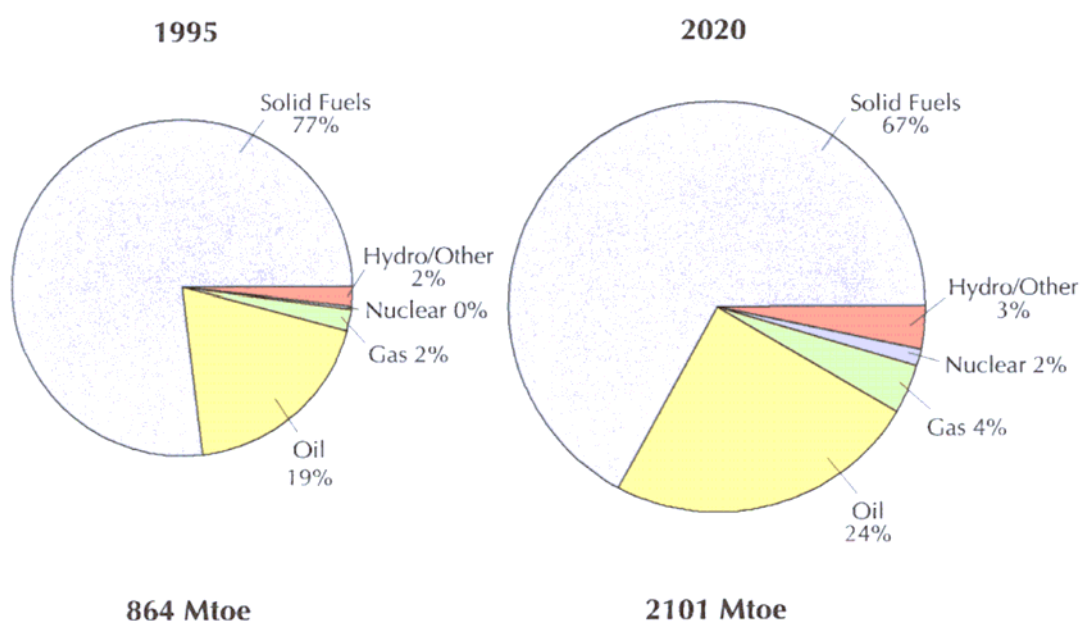
1.2. La consommation énergétique et son évolution

1.2.1. L'évolution quantitative de la demande en énergie

La croissance économique rapide de la Chine a conduit à une augmentation brusque de sa demande énergétique pour atteindre le 3^e rang mondial derrière les Etats Unis et le Japon. En six ans, elle est passée de 665 millions de tonnes équivalents pétrole à 935 millions de tonnes équivalents pétrole. Le mélange énergétique de la Chine est composé de 73 % de charbon, 19 % de pétrole alors que le gaz naturel couvre environ seulement 2 % des besoins énergétiques actuels et que le nucléaire et l'énergie hydraulique restent parcellaires.

La quantité d'énergie primaire va continuer à augmenter dans les années à venir pour, selon les prévisions, atteindre en 2010 entre 1405 et 1774 millions de tonnes équivalents pétrole et vers 2020 entre 1762 et 2691 millions de tonnes équivalents pétrole.

Figure 1.1: Total Primary Energy Demand



1.2.2. Les évolutions structurelles de la demande énergétique

En plus de cette évolution quantitative, la demande en énergie va évoluer au niveau de ses structures. En effet, l'économie de la Chine étant en voie de développement, des changements dans la demande énergétique seront suscités par une activité industrielle en croissance et une

utilisation accrue de l'énergie par des biens de consommation tels que l'automobile ou l'utilisation résidentielle. La répartition des différents carburants dans le mélange énergétique actuel de la Chine révèle les défaillances structurelles de son industrie. Les carburants solides, utilisés principalement pour la production d'électricité vont rester prédominants mais verront leur part diminuée d'environ 10 %. Ils seront surtout en recul dans les secteurs de l'industrie, du commerce et résidentiel. En revanche, la part globale du pétrole, du gaz, du nucléaire et de l'énergie hydraulique va progresser.

L'importance quantitative du charbon relève de l'impact du secteur industriel de la Chine sur la demande énergétique. La comparaison avec d'autres pays est éloquente. La Corée consomme une moyenne de 47 % de charbon alors que les pays de l'OCDE en sont à 31 %. Les modèles de développement technologique auront un grand impact sur la demande future de l'industrie métallurgique. L'industrie de l'acier, du fer et chimique consomme la moitié de la demande industrielle en carburants. De plus, 85 % de la consommation énergétique dans le domaine de l'acier et du fer implique le charbon. La Chine a la plus grande industrie métallurgique au monde mais consomme en moyenne trois fois plus d'énergie par tonne de métal produite que les États-Unis. La marge de progression de la Chine est donc très large pour améliorer l'efficacité énergétique de son industrie et modifier profondément son mélange d'énergie primaire.

La demande énergétique actuelle dans le domaine du transport est extrêmement faible. En 1995, elle s'élevait à 9 % de la demande totale alors que dans les pays de l'OCDE elle était de 33 % et 29 % dans les pays en voie de développement. Des estimations, se basant sur un taux de croissance de PIB par tête de 5 %, prévoient que la demande énergétique dans le secteur des transports triplera à l'horizon 2015. Cette évolution accentuera encore plus le besoin en pétrole de la Chine.

La demande en électricité de la Chine a fait plus que doubler dans la dernière décennie et va probablement au moins quadruplé d'ici 2020. L'électricité va se substituer au charbon dans beaucoup d'industrie, à la fois à cause des innovations technologiques et de l'évolution des structures industrielles vers une plus faible consommation en énergie. Dans le secteur résidentiel, le taux d'équipement électroménager monte en flèche et ce mouvement va perdurer. Cependant, seulement environ 80 % de la population est actuellement connecté au réseau électrique. Le raccordement des zones rurales au réseau va accroître encore la demande en électricité.

La demande énergétique de la Chine va donc non seulement augmenter de façon quantitative mais, plus important, va subir un véritable bouleversement dans sa structure.

1.3. Etat et problèmes des ressources énergétiques

1.3.1. Les ressources énergétiques

Dans cette partie, les différentes ressources énergétiques de la Chine seront successivement abordées.

1.3.1.1. le pétrole et le gaz

L'importance grandissante de l'indépendance sur les importations de pétrole réside dans l'écart en cours d'aggravation entre la production nationale et la demande. Le pétrole comptait pour environ 20 % de la consommation totale en énergie en 1996. Les projections de l'IEA dans son "World energy outlook 1998" montrent que cette part atteindra au moins 26 % vers 2020, avec des importations quotidiennes de 8 millions de barils soit quatre fois la production nationale prévue et plus que les importations prévues des pays de l'OCDE du Pacifique (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande) à 7,6 millions de deux barils par jour.

La Chine est devenue un producteur de pétrole important depuis relativement peu de temps, avec une production passant d'environ 0,5 millions de barils par jour en 1970 à 3,8 millions de barils par jour en 1997. Environ 90 % du pétrole produit provient des gisements terrestres et un tiers de celui-ci est issu des champs pétrolifères de Daqing, situé dans la partie extrême du Nord-Est du pays. Daqing a été découvert en 1959 et a permis à la Chine d'être indépendante en pétrole pendant toute une génération. Les champs pétrolifères en mer les plus développés se trouvent, quant à eux, dans la baie de Bohai, un bras oriental de la Mer Jaune située à l'est de Tianjin et à l'ouest de Dalian, un terminal important de pétroliers.

Map of China Indicating Major Provinces and Oil Fields



Source: China OGP, 1999, Vol. 2

Le pays possède de nombreuses zones inexplorées à la fois sur terre et en mer, mais les espoirs de la Chine ainsi que les perspectives à long terme reposent largement sur le potentiel géologique et le développement du bassin de Tarim situé dans le Nord-Ouest. Il est plus exactement constitué de trois bassins indépendants (Tarim, Junggar et Turpan-Hami) dans la région autonome du Xinjiang, marquée par les revendications du peuple Uygur. Les frontières occidentales de la région touchent le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. L'exploration et le développement y ont été lents, avec des résultats initiaux peu encourageants pour les compagnies pétrolières étrangères qui travaillent dans ce bassin. Les estimations de ses réserves potentielles varient de quelques milliards de barils à plus de 80 milliards. Les estimations chinoises sur le volume de cette réserve restent extrêmement incertaines en général. Les projections de l'approvisionnement pétrolier en provenance de ce bassin reposent sur une réserve estimée à 29,5 milliards de barils. Sous cette supposition, la production va augmenter jusqu'à environ 2010 et alors décliner vers environ 2 millions de barils par jour vers 2020.

Quant au gaz, sa production a augmenté fortement dans les années 60 et 70 après la découverte de grands champs dans la province du Sichuan, mais il reste un carburant marginal dans le grand système énergétique chinois, utilisé principalement dans l'industrie des engrais et satisfaisant actuellement seulement environ 2 % de la demande énergétique soit beaucoup moins que la moyenne mondiale de 23,6 %. Cela pourrait changer avec une utilisation du gaz qui sera automatiquement plus large en Chine. Mais la production actuelle est basse par rapport aux réserves. Les réserves prouvées représentent plus de 1500 milliards de mètres cubes soit moins de 4 % du potentiel estimé. L'actuel plan à 5 ans prévoit une élévation de la production de 25 milliards de mètres cubes en 2000 à environ 30 milliards de mètres cubes en 2005. Les objectifs officiels pour la production de gaz s'élèvent à 72 milliards de mètres cubes en 2010 et 95 en 2020.

L'accélération de la production de gaz, si elle se confirme, représenterait une politique adéquat pour Pékin pour évoluer vers des carburants plus propres, à la fois pour des raisons environnementales et pour exploiter les ressources de gaz national en substitution du charbon et du pétrole importé. Les Chinois devraient aussi décider bientôt la construction des terminaux et autres installations nécessaires pour commencer à importer du gaz naturel liquéfié, dans un premier temps à partir de l'Indonésie mais aussi du Moyen-Orient. Ce retournement de politique énergétique pourrait propulser la demande à 95 milliards de mètres cubes en 2010 et à 140 en 2020. L'obstacle essentiel à cet accroissement éventuel dans l'utilisation du gaz est le besoin très important en infrastructure, donc en investissement : construction de canalisations et d'équipements de stockage, élaboration d'un réseau de distribution urbain.

La dernière remarque à faire concernant les ressources pétrolières et gazières touche à leur position géographique dans le pays. Les situations reculées des principales réserves éloignent les lieux de production des lieux de consommation, ce qui représente un problème de transport et d'efficacité comme nous le verrons plus tard.

1.3.1.2. Le charbon

La Chine est une des plus grandes puissances mondiales dans le domaine du charbon et son extrême dépendance envers ce minerai est très caractéristique. Diverses estimations mettent

les réserves de charbon entre un et quatre milliards de tonnes, en seconde position derrière la Russie. Les réserves utilisables représentent environ 11% des réserves mondiales, soit le troisième rang après les Etats Unis et la Russie. Là encore, les gisements de charbon sont excentrés dans des régions reculées dans l'extrême est du pays dans les provinces de Shaanxi, Shanxi, Henan et Shandong. Bien qu'étant le plus grand producteur mondial, la Chine compte encore augmenter sa production globale malgré la fermeture de puits non autorisés.

La Chine vend environ 6% des exportations mondiales, surtout vers l'Asie où le Japon et la Corée sont les principaux clients avec lesquels la Chine a des accords à long terme. L'avenir des exportations en charbon de la Chine est incertain, menacées par la pression de la demande nationale, la qualité médiocre du minerai et des choix d'investissements dans le domaine du transport en faveur d'autres énergies prioritaires.

1.3.1.3. L'électricité

La Chine est le deuxième plus grand producteur d'électricité dans le monde. Cependant, environ trois quarts de l'électricité provient d'installation fonctionnant au charbon, le reste étant presque fourni par des installations hydrauliques. Le gaz, le nucléaire et les énergies renouvelables dans son ensemble comptent seulement pour 1%.

Dans les perspectives à échéance 2020, la répartition restera similaire. Les installations fonctionnant avec du charbon fourniront 67% de l'électricité. Les 3% perdus seront répartis également entre le nucléaire et le gaz. Malgré un potentiel hydraulique significatif, la part de cette électricité restera la même en 2020 qu'actuellement.

Quant au nucléaire, la première installation opérationnelle a commencé à fonctionner en 1991. Cette énergie a la faveur des autorités chinoises malgré son coût élevé car elle peut assurer pour certaines provinces qui se caractérisent par un manque de ressources énergétiques un moyen indispensable pour leurs développements.

1.3.2. Une infrastructure désuète

1.3.2.1. L'infrastructure de transport

D'insuffisants investissements dans le passé associé à des conceptions et des gestions inefficaces de projet ont limité l'extension de l'infrastructure énergétique de la Chine à la

moitié du taux de croissance de la demande énergétique sur la dernière décennie. Les secteurs du transport et de l'électricité sont les plus déficitaires. Cependant, après des années de négligence, les récents investissements de la part de la Chine dans le domaine de l'infrastructure se sont améliorées. Ils atteignent une moyenne de 6,5 % du PIB, largement au-dessus des pays en voie de développement (4 %) et pas loin du niveau recommandé par la banque mondiale (7 %).

Le charbon est acheminé des mines situées dans des régions reculées vers son marché par un réseau de voie ferrée saturé.

En ce qui concerne l'électricité, elle est acheminée vers le consommateur par six grands réseaux électriques régionaux largement non reliés entre eux et par des réseaux provinciaux eux aussi non connectés. La Chine perd environ 20 % de son électricité par de fréquentes coupures électriques causées par l'inefficacité de son réseau. Des modernisations programmées et de nouvelles interconnexions afin de créer un réseau national ne seront pas entreprises avant 2009, quand le gigantesque barrage des trois gorges est prévu entrer en service.

Le pétrole brut est acheminé surtout par pipeline, bien que le réseau ne soit pas achevé, et il doit souvent être transbordé sur le réseau ferré pour atteindre les raffineries. Cela cause une perte d'efficacité mais aussi des surcoûts pour le transport. La Chine possède un réseau de pipelines d'environ 19340 km. Le kilométrage de pipeline a fortement augmenté depuis les années 80 mais, en revanche, le débit d'acheminement du pétrole a progressé de manière beaucoup plus faible, certainement à cause du goulet d'étranglement à l'autre extrémité du réseau. Les espoirs placés par les autorités chinoises dans le développement du bassin du Tarim au Nord-Ouest du pays expliquent la planification actuelle des travaux pour acheminer le pétrole de cette région.

L'autre voie d'acheminement du pétrole, qu'il soit issu de la production nationale en mer ou venant des importations, est maritime. Dans ce domaine, le déficit du réseau d'infrastructures touche les terminaux de réception, les ports, les aménagements de stockage mais aussi les pétroliers. Jusqu'en 2020, les flux de pétrole ou des produits pétroliers importés au niveau national pourraient atteindre 150 millions de tonnes tout au long de la côte. Cela nécessitera de grands investissements tant dans les infrastructures portuaires que dans de grands pétroliers, pour une somme d'au moins 6 milliards de dollars.

L'infrastructure de mauvaise qualité dans le domaine du gaz naturel reste un problème critique pour la Chine. Le développement d'un réseau de transport et de distribution plus complète est indispensable dans l'optique d'un accroissement de l'utilisation du gaz en Chine. La construction de pipeline et les projets en aval de la production sont à l'heure actuelle en retard sur les projets en amont. La Chine a pour objectif le développement d'un réseau national capable de transporter 150 millions de mètres cubes par an de gaz pour valoriser toute la filière.

1.3.2.2. L'infrastructure de raffinage

L'industrie du raffinage en Chine comprend plus de 100 raffineries et installations pétrochimiques avec une capacité totale d'environ 4.75 millions de barils par jour. Cette évaluation ne prend pas en compte le grand nombre de très petites installations au niveau local. Ainsi, la Chine est une des plus grandes nations en terme de capacité de raffinage en Asie. Au niveau mondial, seuls les Etats-Unis, la Russie et le Japon ont une plus grande capacité de raffinage que la Chine.

Selon la croissance économique de la Chine et l'organisation de la construction de raffineries, le pays devra néanmoins importer de plus en plus de produits pétroliers si la croissance demeure élevée et si de grands investissements dans le domaine du raffinage ne sont pas entrepris entre 2005 et 2010. La plupart des capacités de raffinages existantes sont vieillissantes et ont été conçues pour raffiner un pétrole de bonne qualité produit au niveau national. Cette limitation physique restreint donc les choix pour l'importation de la Chine.

La Chine n'a pas les capacités adéquates pour raffiner de grands volumes de pétrole produit dans les pays du Golfe persique. Or, comme il a été vu, la Chine importe de plus en plus de pétrole en provenance de cette région.

De plus, les premières raffineries chinoises ont été construites dans le Nord-Est à proximité des premiers champs de pétroles exploités en Chine. Or la principale zone de consommation se trouve dans les régions côtières de la Chine, créant ainsi un déséquilibre renforcé par les lacunes des infrastructures de transport. Pour remédier à cette lacune, la Chine prévoit la construction de deux grands pipelines ou produit pétrolier à travers la région du Nord, l'un de 1000 km, l'autre de 900.

1.3.3. Les principaux défis intérieurs à relever

Il existe beaucoup de défis à relever dans l'industrie énergétique chinoise, et tout particulièrement dans l'exploration et le développement des ressources pétrolières et gazières. Ces challenges affectent directement la production et ainsi pourrait entraver le développement économique du pays si des mesures n'étaient pas prises.

1.3.3.1. Le manque de réserves pétrolifères

Depuis la fin des années 90, les principaux champs pétrolifères, tel que Daqing, Shengli, Liaohe, et d'autres sont entrés dans une phase de vieillissement. Avec une proportion d'eau contenue dans le pétrole supérieure à 85% et un facteur de récupération moyen des réserves qui s'élèvent à 70%, ces champs pétrolifères sont en train de s'assécher. Durant la période 1996-2001, la production de pétrole brut nationale a dépassé les 1,15 millions de barils, ce qui représente environ 5 à 6% des réserves résiduelles. Mais à la même période, la production mondiale de pétrole représentait seulement environ 2.3% des réserves résiduelles mondiales. Apparemment, l'intensité de la production de pétrole en Chine était pendant cette période une des plus haute du monde. L'augmentation annuelle de réserves pétrolières ne peut pas compenser la baisse de réserves de pétrole due à une production annuelle. En conséquence, il existe un déséquilibre entre la production de pétrole et l'augmentation des réserves pétrolières. Les réserves pétrolières sont donc en train de s'épuiser en Chine. Dans le domaine du pétrole et du gaz, la pénurie en réserves de pétrole est le défi le plus important que la Chine doit résoudre d'urgence.

1.3.3.2. Des lacunes dans l'innovation technologique

En Chine, l'exploration et le développement du pétrole nécessitent des techniques et des méthodes d'exploration complexe. En effet, les caractéristiques des ressources pétrolières et gazières sont relativement désavantageuses en Chine. La complexité des différentes couches géologiques défavorables à l'exploration entraîne une distribution non homogène dans les différentes strates sédimentaires. De plus, les ressources pétrolières sont de qualités inégales avec des profondeurs de forage variables. Ainsi pour optimiser l'exploitation de l'ensemble des ces ressources, la Chine doit perfectionner ses technologies et ses connaissances. En effet des séries de problèmes non encore résolues résident dans les connaissances sismiques, la technologie d'exploration en eau profonde et le développement des réserves peu perméables.

Ces lacunes affaiblissent l'efficacité de l'exploration et le développement des ressources existantes et entrave l'augmentation possible de la production et des réserves. La Chine doit donc prendre en compte ces déficiences en ouvrant le secteur énergétique aux investissements étrangers pour profiter des avancées technologiques occidentales.

1.3.3.3. Une industrie du gaz à la traîne

Durant les dix dernières années, les réserves prouvées en gaz ont considérablement augmenté ainsi que les réserves récupérables résiduelles. Mais les infrastructures liées à l'exploitation des ressources gazières ont augmenté quant à elles beaucoup plus lentement. La consommation du gaz a, elle, aussi augmenté lentement. La raison principale est que la construction des infrastructures et notamment des canalisations de gaz n'a cessé d'être différé. Dans les deux dernières décennies, les canalisations construites sont juste de 3356 kilomètres sur toute la Chine soit approximativement 1.3% des canalisations gazières aux Etats Unis. Par conséquent, le gaz ne peut pas être transporté dans la plupart des villes où le gaz serait demandé de façon importante en tant qu'énergie pure et sûre pour réduire la pollution de l'air. De plus, les équipements dans la plupart des industries, comme l'industrie chimique, l'industrie électrique, n'ont pas été transformé pour pouvoir utiliser du gaz. Le prix du gaz civil est si élevé que la plupart des familles ne peuvent pas se l'offrir. Indubitablement, la construction délaissée des infrastructures a fait obstacle au développement du marché du gaz. Par conséquent, les lacunes du système gazier embryonnaire ont entravé le développement des activités d'exploration et de développement du secteur du gaz en Chine, ne laissant pas présager d'évolutions rapides quant aux questions environnementales.

Pour un développement économique durable et une amélioration de la protection de l'environnement, Il est primordial pour la Chine de développer son marché du gaz avec plus de vigueur:

- * En fortifiant l'exploration dans le secteur gazier pour donner les réserves suffisantes pour le développement du marché du gaz et augmenter l'usage du gaz.
- * En accélérant la construction des canalisations de gaz et en encourageant le développement du marché du gaz;
- * En améliorant la structure énergétique en augmentant la part occupée par le gaz dans la répartition énergétique primaire.

1.3.3.4. De nouvelles dispositions institutionnelles à mettre en place

Les caractéristiques typiques du système centralisé dominant encore dans le secteur énergétique de la Chine. Pour satisfaire la croissance de la demande pétrolière, en 1998, le gouvernement a annoncé une réorganisation et une rationalisation radicale de son système ainsi que la restructuration de certaines entreprises d'état.

Avant cette réforme, une organisation par fonction a engendré de nombreux disfonctionnements. Par exemple, l'entreprise en charge de l'exploration et de la production devait vendre la majorité de son pétrole brut à des raffineries d'état à des prix inférieurs aux prix du marché mondial. Ainsi les profits étaient fortement réduits et limitaient ainsi les investissements pour permettre le développement interne du secteur pétrolier. De ce fait, l'industrie pétrolière chinoise a pris un retard considérable.

L'industrie pétrolière chinoise a été réorganisée en deux grands groupes pétroliers gérant le marché non plus par fonction mais par secteur géographique. La China National Petroleum Corporation (CNPC) et la China National Petro-Chemical Corporation (SINOPEC). La répartition géographique entre les deux groupes octroie pour la CNPC le Nord-Est, les terres intérieures du Nord et, pour la SINOPEC, ses régions opérationnelles, l'ensemble du Sud.

Cette grande réorganisation de l'industrie pétrolière a concentré l'industrie chimique et pétrolière dans les mains d'un même organisme, la Commission gouvernementale pour le commerce international et l'économie. Grâce à la division géographique, l'exploitation, la production, le raffinage, la distribution et la vente du pétrole sont exécutés de manière constante. Par contre, si les champs et les raffineries de pétrole sont des activités dont la distinction est clairement précisée, le secteur de la vente n'est pas encore défini de façon claire.

Ce changement vise à rationaliser, simplifier et à centraliser davantage l'organe de contrôle dans certains domaines de l'industrie. Sur le papier, il apparaît que le gouvernement de Pékin a arraché la gestion de différentes parties du système énergétique aux différents ministères souvent en compétition. Les principaux ministères – le ministère du territoire et des ressources naturelles, la commission de planification du développement d'état et la commission du commerce et de l'économie d'état sont placées sous la tutelle d'un conseil d'état afin de pouvoir mettre en place une stratégie cohérente. L'objectif de cette

réorganisation est d'introduire une compétition en séparant les acteurs du système énergétique des organes de régulation et politique.

La réforme entreprise a pour objectifs:

- d'accélérer le rythme des décisions gouvernementales par une simplification et une concentration des fonctions du gouvernement;
- d'activer l'industrie pétrolière en la rendant plus rentable;
- de former des entreprises pétrolières de niveau mondial.

Dans le secteur du pétrole et du gaz, cette nouvelle structure a eu un impact décisif sur les relations croissantes de la Chine dans le domaine énergétique avec le reste du monde. Les entreprises peuvent donc concourir librement à la fois au niveau national et international dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et du marché. Bien que certains comparent ce système avec celui de la Corée (Korean chaebols), elle s'apparente aux grandes firmes pétrolières et gazières occidentales.

Cependant, la réforme a des difficultés à résorber les errements au sein de l'industrie pétrolière chinoise partagée entre la décentralisation des ventes aux provinces, les raffineries des provinces, la compagnie nationale pour le pétrole en mer (CNOC) et la SINOCEM. La SINOPEC et la CNPC ont cumulé les pertes depuis le début de l'année 98 à cause de la réforme des prix initiée en Chine et lorsque le prix mondial du pétrole s'est effondré engendrant une multiplication des importations.

Cette réorganisation peut facilement évoluer dans la création d'un cartel et par un commerce régulé par l'état entre les différentes régions pour réduire les déséquilibres entre les zones de production et de consommation.

1.3.3.5. Un manque d'étude prospective

Depuis 1990, l'industrie pétrolière de la Chine a subi des changements majeurs comme nous l'avons vu au paragraphe précédent. Les corporations pétrolières nationales ont oeuvré pour prendre pied sur les marchés, et leurs objectifs principaux étaient orientés sur les profits. Elles ont donc sacrifié pendant cette période les études prospectives dans leur domaine. Dans le même temps, avec la réforme et les ajustements de fonctionnement, le gouvernement chinois n'a pas organisé et conduit efficacement des études sur l'ensemble du pays des estimations des ressources en pétrole et en gaz. Par conséquent, l'étude perspective sur les ressources en

pétrole et gaz est resté en arrière du développement de l'aspect commercial. Finalement, il en a résulté une pénurie sérieuse dans les réserves pétrolières déterminées. Si la Chine n'agit pas dans ce domaine, le volume des importations sera moins atténué par la production nationale. La Chine pourrait alors se trouver dans une situation plus périlleuse au niveau de son indépendance.

1.3.3.6. une réforme des prix indispensable

Dans beaucoup de pays aux longues traditions de prix officiellement contrôlés, les tarifs de l'énergie sont parmi les derniers éléments de la structure énergétique à être réformés, en partie parce que les gouvernements considèrent le secteur énergétique comme un monopole stratégique. De plus, l'introduction d'une compétition, basée sur les prix, présuppose la mise en place de systèmes et d'institutions régulateurs efficaces qui n'existent pas toujours en Chine. Les responsables chinois ont lutté pour introduire une apparence de marché dans le système de l'énergie, mais ils ont agi avec prudence et le progrès s'est produit de manière inégale dans le secteur énergétique.

Avant 1980, le gouvernement central fixait tous les prix, à un très bas niveau. Ce modèle a lourdement subventionné le secteur énergétique et a exigé de compenser par des primes les producteurs dont les revenus ne compensaient pas les coûts réels. Les bas prix se sont aussi révélés comme un élément de dissuasion fort pour une plus grande efficacité énergétique. Le gouvernement motive fortement à présent les évolutions vers une politique de marché pour l'ensemble des domaines de l'énergie. Jusqu'à la fin de 1997, des évolutions hésitantes vers une rationalisation des prix ont eu lieu avec pour toile de fond des prix relativement hauts du pétrole dans le monde et une économie nationale en pleine croissance qui a généré une demande énergétique soutenue. L'année 1998 a été un véritable choc dans cet environnement par les baisses importantes des prix du pétrole et un ralentissement relatif de la croissance économique. Ces deux facteurs ont souligné les distorsions inhérentes au système chinois et les réformes des prix se sont accélérées en restant néanmoins incomplètes.

Le contrôle du gouvernement continue à des degrés variables, mais il a tendance à être partagé entre le gouvernement central et les autorités provinciales qui ont gagné du pouvoir relatif sur le gouvernement central alors que les réformes bouleversaient le système économique Chinois.

Dans le domaine de l'électricité, le nouvel organe de contrôle, la State Power Corporation of China (SPCC), joue un rôle fort mais confus à la fois comme régulateur mais aussi en tant que partie prenante pour les opérateurs de l'électricité. D'un côté, il accélère les fermetures des centrales électriques de petite taille, relativement inefficaces et polluantes. Ce sont des vieilles infrastructures qui peuvent vendre l'électricité à des prix inférieurs que les nouveaux établissements.

La SPCC exploite aussi l'opportunité pour introduire plus de compétition dans le secteur de l'électricité.

C'est l'industrie pétrolière qui a vu le plus de progrès dans le domaine des prix. Cela a pris du temps et plusieurs étapes depuis 1980. Dans les années 80, la Chine avait institué un système à deux niveaux, un prix très contrôlé pour la vente de la production prévue dans le Plan élaboré par l'état et un autre plus libre pour le reliquat. Ce système a perduré jusqu'aux réformes de 1998 qui a vu une libéralisation des prix.

Cette réforme n'a pas encore permis de se débarrasser du poids du passé et il reste encore une période de transition. Le manque de revenus pour les industries pétrolières imposé par le système antérieur a porté atteinte aux investissements dans leurs développements, retard qui est préjudiciable pour l'arrivée de la Chine sur la scène énergétique internationale.

2. Les mesures prises en compte pour relever les défis de l'énergie en Chine

2.1. *Deux stratégies en concurrence*

Pour tenter de réduire sa dépendance grandissante en matière énergétique et sa vulnérabilité potentielle, deux points de vue se confrontent au niveau central quant à la stratégie à adopter pour la politique énergétique de la Chine.

La première, parfaitement compréhensible si on se rapporte au fait que le pays n'a perdu que récemment son autonomie pétrolière, met l'accent sur un retour à l'auto-suffisance énergétique. Les partisans de cette option peuvent avancer comme argument l'exploitation de nouvelles ressources propres, ainsi que l'utilisation des avancées technologiques, les changements de carburant et les gains en efficacité énergétique pour justifier leur position en faveur de l'autonomie. De plus, ils peuvent prendre pour exemple les événements encore présents dans les mémoires comme les embargos occidentaux et plus particulièrement dans le

secteur énergétique, le chaos qui a suivi la coupure des relations sino-soviétiques dans les années 60 pour démontrer les risques d'une interdépendance énergétique. Cette tendance compte sur la mise en valeur des bassins du Tarim, de Junggar et de Turpan-Kumul dans la région autonome du Xinjiang. Néanmoins, si les trois bassins contiennent les réserves que les géologues chinois leur attribuent et malgré les difficultés d'exploitation et de transport de ce pétrole, leur exploitation à une large échelle ne sera pas suffisante pour couvrir le déficit de la Chine en matière d'approvisionnement pétrolier.

C'est pourquoi, le second point de vue conseille vivement une répartition différente de l'effort énergétique, avec une priorité donnée sur la recherche de source d'approvisionnement fiable pour les importations énergétiques. Les partisans de cette option acceptent les importations en pétrole comme une conséquence inévitable du succès économique et préconise d'utiliser l'influence croissante de la Chine sur le marché international de l'énergie pour assurer la liberté de ses approvisionnements. Il fait aussi appel aux intérêts commerciaux des grandes entreprises d'état dans les affaires et le rôle politique sont intimement liés. Dans une certaine mesure, l'incursion des entreprises chinoises dans les marchés internationaux en tant que négociants et investisseurs ont déjà établi la présence chinoise et donner à ce point de vue une solide place dans la politique chinoise.

Néanmoins, tant que le débat continuera et que les réformes seront inachevées, la Chine aura encore des difficultés à orienter sa politique entre le développement des ressources pétrolières et gazières nationales, la diversification de ses sources d'approvisionnement énergétique est l'encouragement à l'efficacité énergétique dans son utilisation.

Il y a plusieurs stratégies qui empêchent d'unifier les efforts et d'établir une politique énergétique unique. Par contre, des décisions récemment prises par le gouvernement chinois, satisfont partiellement les deux courants :

- une approche qui va vers un approvisionnement énergétique national en fin de compte, accompagné par un projet de développement ambitieux. En plus d'équipement pour le pétrole, le gaz et le charbon, elle appelle à la construction de dix nouvelles centrales nucléaires et 10 à 12 installations hydroélectriques.

- des stratégies de commerce et d'investissement agressives pour permettre le positionnement de la Chine vis-à-vis de scénario à long terme pour la sécurité énergétique dans une dépendance de l'énergie importée.

Ce manque de clarté et de cohésion dans la stratégie énergétique de la Chine se caractérise par un effort multidirectionnel.

Parallèlement à la mise en valeur de ses ressources propres, Pékin mène des actions pour négocier sa dépendance envers les importations dans les domaines suivants : la création de réserves pétrolières stratégiques, la recherche de sources d'approvisionnement sûres et diversifiées, un accroissement de la politique d'investissements étrangers dans le système énergétique chinois et des investissements chinois dans des installations de production à l'étranger, ainsi que dans des pipelines de pétrole et de gaz soit dans des pays producteurs soit vers la Chine. La Chine cherche ainsi à avoir une position en plus en vue dans le système global de l'énergie.

2.2. *Elaboration de réserves stratégiques*

La pensée classique sur la sécurité énergétique en général et sur les réserves stratégiques en particulier implique des concepts nouveaux pour les politiciens chinois qui cherchent des orientations dans les politiques de sécurité énergétique des autres pays importateurs et notamment ceux de l'OCDE.

Le China Energy Strategy Study (2000-2050) fait référence aux réserves stratégiques pétrolières des États-Unis et du Japon. Elle suggère que la Chine devrait envisager d'établir une réserve de 15 millions de tonnes soit la consommation d'un mois en 2000 et de l'étendre à 64 millions de tonnes en 2010 (soit trois mois de consommation). Le gouvernement chinois a annoncé en décembre 1999 son intention de constituer des stocks de brut équivalent à soixante jours d'importation et un stock de produits pétroliers équivalents à soixante jours de consommation avant 2020.

La C. N. P. C. a commencé à développer un système d'approvisionnement pétrolier stratégique pour constituer des ressources de pétrole ainsi que d'étendre des ports pour un meilleur stockage des importations. De même, un système de réserves de gaz et de pétrole est en cours de développement. Les instituts de recherche de la S.D. P. C. et de la C. N. P. C. ont publiquement suggéré de ralentir la production dans certains champs pétroliers pour garder des réserves dans le sol. Cette proposition est attrayante quand on sait que le pétrole importé est moins cher que celui produit au niveau national et que les deux infrastructures de stockage sur terre sont rares.

La capacité de stockage actuelle en Chine est la conséquence de la période d'auto indépendance en pétrole. Un programme de construction d'infrastructures pour des réserves stratégiques se heurte à un problème de ressources financières. Pour faire face aux problèmes

de distribution énergétique évoqués précédemment, la pression financière ne peut contribuer à conduire conjointement plusieurs projets de développement et ainsi représente une décision politique importante. Les informations sur les projets de réserves stratégiques de la Chine demeurent rares et parcellaires. Cependant certaines capacités de stockage stratégiques peuvent se superposer avec des projets commerciaux dans des développements des capacités portuaires entreprises pour plusieurs ports en eau profonde.

2.3. La diversification des approvisionnements pétroliers

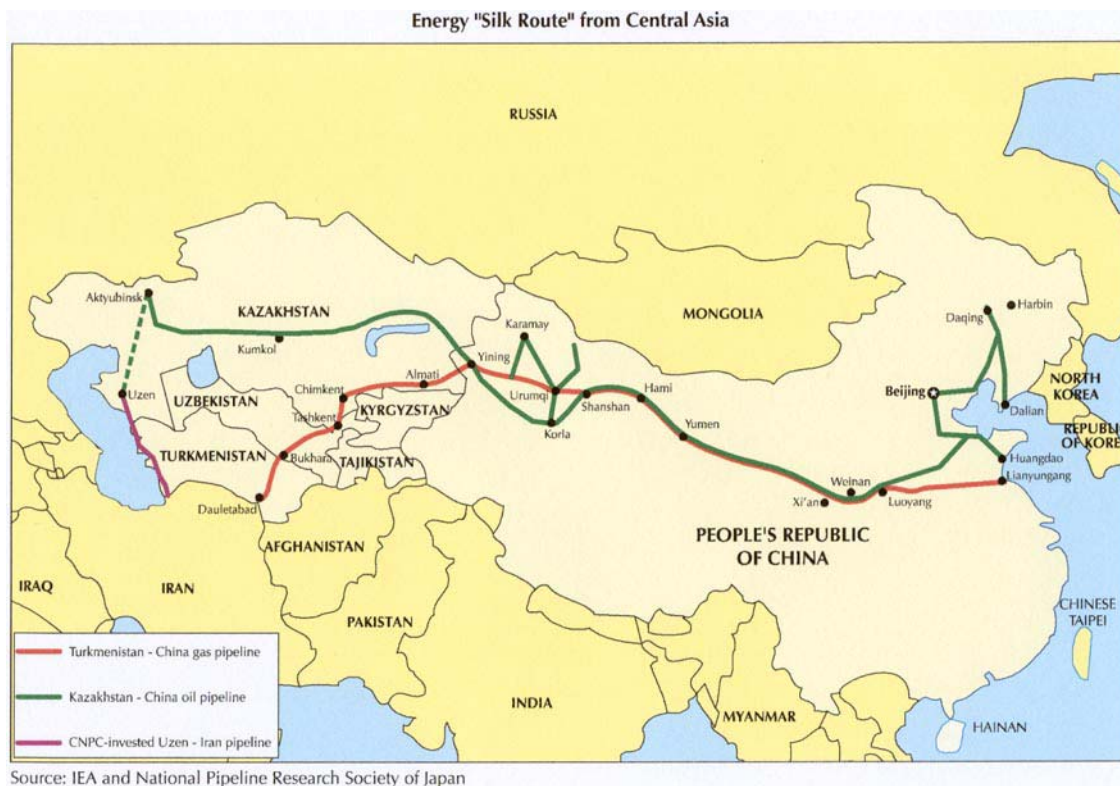
Les investissements à l'étranger de la Chine se sont orientés sur plusieurs pays du Moyen Orient, mais aussi sur l'Argentine, le Bangladesh, le Canada, la Colombie, l'Équateur, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Malaisie, le Mexique, la Mongolie, le Nigeria, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, la Russie, l'Iran, le Soudan, la Thaïlande, le Turkménistan, le Venezuela et même aux États-Unis. La CNOOC a investi en Indonésie et dans le Golfe du Mexique, et envisage l'extension d'anciens et de nouveaux projets au Moyen Orient et plus particulièrement en Iran, Asie Centrale, Myanmar et autres parties de l'Asie. Mais les efforts principaux se sont orientés principalement vers deux régions.

2.3.1. en Asie centrale

Depuis 1997, l'intérêt de Pékin s'est porté sur les ressources énergétiques de l'Asie centrale, situées principalement autour du bassin de la Caspienne. Ainsi, la C. N. P. C. a acquis 60 % des parts de la compagnie kazakhe Aktobemunajgaz. L'accord prévoyait l'investissement de 4,3 milliards de dollars en vingt ans au Kazakhstan. Il s'agissait du plus gros investissement étranger jamais réalisé par Pékin. Cet accord lui donnait les droits exclusifs d'exploitation du champ de Aktyubinsk dont les réserves estimées sont de 590 Mt de pétrole et de 220 milliards de m³ de gaz. De la même façon, la C. N. P. C. a également investi 3 milliards de dollars dans une joint-venture avec la firme kazakhe Uzenmunigas pour le développement du champ pétrolifère de Uzen dont les réserves sont estimées entre 130 et 200 Mt.

Outre l'acquisition de ces champs pétrolifères, la Chine est intéressée par la construction de deux oléoducs pour le transport des produits de ces champs. Le premier doit transporter le pétrole kazakh vers le territoire chinois sur une distance d'environ 3000 kilomètres. Le montant de ce projet a été estimé 3,5 milliards dollars. Le second, d'une longueur de 1000

kilomètres, doit également être construit par la C. N. P. C. pour relier le champ d'Uzen à l'Iran via le Turkménistan. Le montant du projet a été évalué à un milliard de dollars.



Outre le pétrole kazakh, Pékin s'est également intéressé aux gaz du Turkménistan. Ainsi, la CNPC et le ministère turkmène du pétrole ont signé une lettre d'intention destinée à entreprendre l'étude de faisabilité d'un gazoduc devant relier le territoire turkmène à la Chine et potentiellement au Japon. Le coût de ce projet de gazoduc a été évalué à 12 milliards de dollars.

L'intérêt de Pékin à l'égard des ressources énergétiques de l'Asie centrale entre évidemment dans le cadre de sa recherche de fournisseurs fiables et d'une diversification de ces approvisionnements nécessaires non seulement la poursuite de l'essor de son économie mais aussi au renforcement de sa sécurité énergétique. Il est de plus renforcé par des considérations purement stratégiques. Face à la crainte d'un contrôle de Washington sur les ressources pétrolières en provenance du Moyen-Orient, la proximité géographique de la Chine avec les pays de l'Asie centrale accroît la capacité de pression sur eux en cas de difficultés internationales. De plus, une puissance extérieure rencontrerait sans doute de grandes difficultés si elle tentait de bloquer des approvisionnements pétroliers de la Chine provenant de cette région. La contiguïté de cette région géographique avec la Chine associée à la mise en

place d'oléoducs terrestres reliant directement la zone d'exploitation et le territoire chinois rendraient Pékin moins vulnérable aux éventuelles pressions extérieures. En revanche, les événements qui ont suivi le 11 septembre et notamment l'arrivée de troupes américaines sur le sol de l'Afghanistan tendent à menacer cette option d'approvisionnement prise par la Chine.

2.3.2. Au Moyen Orient et en Afrique

Face aux limites des ressources pétrolières nationales, les autorités chinoises ont aussi cherché de nouvelles voies pour améliorer les liens commerciaux et financiers du pays avec les pays producteurs du Moyen Orient.

La première remarque qui apparaît est la bascule de certaines sources d'approvisionnement asiatiques vers les pays du Moyen-Orient pour satisfaire la demande croissante de la Chine en importations pétrolières.

Le volume des importations chinoises à partir du Moyen-Orient n'a cessé d'augmenter au cours des années. Elle est passée de 20Mt en 1998 à 50 Mt en 2001. Alors que le Yémen et Oman étaient les principaux fournisseurs en 1998, leur part des importations n'a cessé de décroître au profit d'autres pays comme l'Iran, l'Arabie Saoudite et dans un degré moindre le Koweït et les Émirats Arabes Unis. Cette évolution s'explique par la modernisation significative des installations de raffinage sur les côtes de la Chine pour pouvoir traiter le pétrole brut riche en soufre en provenance de l'Arabie Saoudite ou de l'Iran. En effet, la Chine a recherché à établir des relations d'investissements mutuels avec l'Arabie Saoudite. Elle autoriserait les compagnies saoudiennes à poursuivre des investissements dans le domaine de la pétrochimie et du raffinage sur son territoire alors que les compagnies chinoises s'impliqueraient à des activités d'exploitation pétrolière dans le royaume saoudien. Cette relation a été officialisée en 1999 par un accord signé entre les deux pays. Ainsi en 2001, la compagnie saoudienne, Saudi Aramco a investi dans la modernisation de raffineries chinoises et même dans l'étude de la construction d'une raffinerie dans la province de Shandong.

La Libye, l'Irak, l'Iran et le Koweït sont considérés par les Chinois comme des marchés majeurs à conquérir car ces pays ont pour objectif de permettre l'augmentation de leurs capacités de production. En effet, les équipements pétroliers dans ces pays sont dépassés et méritent de significatifs investissements. À titre d'exemple, la Libye désire étendre sa capacité de production nationale de 70 à 120 Mt. Il en va de même pour les autres pays avec

une mention particulière pour l'Irak qui attendait la fin des sanctions internationales pour ouvrir la modernisation de huit champs pétroliers et sur laquelle la Chine faisait reposer ces espoirs.

La CNPC a d'ores et déjà signé plus de 24 contrats couvrant l'exploration, le développement et le raffinage dans dix pays du Moyen-Orient et de l'Afrique. Cette société a commencé à faire effort en outre sur le Soudan où elle a non seulement pris pied dans le domaine pétrolier mais à contribuer au développement de l'industrie soudanaise. Certes le Soudan est un très petit pays producteur pétrolier d'Afrique. Mais la Chine a commencé à s'impliquer dans ce pays en 1995 pour signer ses premiers contrats avec le gouvernement soudanais en 97. Sa première coopération avec ce pays a servi de base à d'autres opérations de plus grande échelle touchant la Libye, l'Égypte, l'Iran et l'Irak.

L'axe d'effort chinois passe aussi par l'Iran qui est le deuxième plus grand producteur du Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite. Le contexte d'investissement est marqué par les conséquences de la guerre Iran Irak et les sanctions appliquées par les Etats-Unis sur l'Iran. L'état de restructuration et de développement de l'industrie iranienne est une véritable opportunité pour la Chine d'autant plus que les firmes américaines ne sont pas en position de concourir du fait de sanctions unilatérales de la part des Etats-Unis. En janvier 2000, la Chine a signé un accord avec la National Iranian Oil Company (NIOC) pour des explorations dans les régions de Zauareth et Kashan pour un montant de 13 millions de dollars.

L'Irak était un marché prometteur pour la Chine. En 1997, elle prévoyait que d'ici un an elle serait capable de produire 3 millions de barils par jour et planifiait les investissements en vue de produire 6 millions de barils par jour dix ans après la levée des sanctions de la communauté internationale. Pour atteindre cet objectif, les étapes étaient la modernisation des installations et l'ouverture aux investissements étrangers pour le développement et la production dans de nouveaux champs pétroliers. Ce fut une véritable opportunité pour les entreprises chinoises mais les avancées faites sont menacées par l'action entreprise par l'armée américaine pour renverser Saddam Hussein et par la reconstruction de l'Irak surtout si cette dernière est mise sous tutelle américaine.

Cependant, la Chine doit de manière générale faire face à une compétition intense. Elle est souvent mise en position difficile du fait des lacunes inhérentes à son système pétrolier. Le retard pris au niveau technologique et au niveau des investissements issu de la pesanteur de la gestion centralisée qui a longtemps marqué l'industrie pétrolière chinoise, ne permettent pas à la Chine de concourir pour les projets de développement offshore et gazier, voire même les projets importants, à armes égales avec les compagnies occidentales.

2.4. Ouverture du pays aux investisseurs étrangers

Avant les années 90, le secteur énergétique chinois et ses éléments directeurs n'ont à aucun moment facilité les investissements de la part d'entités étrangères. Paradoxalement, le secteur énergétique chinois s'est démarqué des autres secteurs économiques qui, suite aux réformes orientées vers l'économie de marché, se sont considérablement ouverts aux investissements étrangers. En revanche, du fait du caractère stratégique donné par le gouvernement au secteur énergétique, les investisseurs étrangers n'avaient pas les garanties nécessaires pour leurs implications dans le secteur énergétique de la Chine.

Depuis le début des années 90, la tendance s'est inversée et les autorités chinoises ont refoulé leurs principales réticences à voir des investisseurs étrangers pénétrer le secteur énergétique. La réforme des prix et du marché, comme il a été vu précédemment, associée à la dérégulation naissante de la part de l'état crée un terrain propice à l'ouverture du secteur énergétique aux capitaux étrangers. Certes le rythme des investissements étrangers dans le secteur rapporté à l'évolution des besoins chinois n'est pas suffisant pour faire face à l'heure actuelle aux nécessités mais le processus est initié. Il appartient donc à la Chine de faire les efforts nécessaires pour attirer les capitaux afin de satisfaire aux objectifs fixés de développement tant technologique que financier dans son système énergétique.

L'investissement étranger dans le domaine de production d'électricité est de l'ordre de 10 %. Le gouvernement chinois cherche à terme à au moins doubler cette part. Les Russes, les Français et les Canadiens sont les principaux investisseurs dans le domaine de l'électricité et plus particulièrement dans le domaine nucléaire.

Dans le domaine du charbon, la Chine désire attirer les investisseurs pour le développement de mines à ciel ouvert, pour l'exploitation gazière liée au charbon (méthane) et dans le développement de technologies d'assainissement du charbon.

En ce qui concerne le pétrole terrestre, la Chine a ouvert le développement et l'exploration dès 1985 aux investisseurs étrangers mais dans des régions spécifiques fixées par l'état. Les zones ouvertes sont surtout les régions centrales et occidentales de la Chine en favorisant le contexte d'investissement et surtout en ouvrant le marché national aux entreprises extérieures qui exploitent le pétrole dans le pays. Les investissements étrangers ont été étendus au domaine aval du secteur pétrolier, à savoir les activités pétrochimiques et de raffinage. Il vise à la modernisation des raffineries mais aussi à l'exploitation des unités de production par des

entreprises étrangères y comprises américaines. Les investissements étrangers, surtout s'ils proviennent de pays exportateurs, dans le domaine du traitement du pétrole peuvent permettre de créer des liens forts et durables avec la Chine. C'est pourquoi, elle tend à étendre entre autres ses relations avec l'entreprise Saudi Aramco, pour permettre la modernisation de certaines raffineries chinoises afin de les adapter au pétrole issu de l'Arabie Saoudite. C'est une façon, en créant des intérêts mutuels, de sécuriser les sources d'approvisionnement surtout quand elles sont issues du Moyen-Orient où la concurrence sera de plus en plus forte.

3. Les conséquences géopolitiques

Jusqu'à présent, la Chine avait adopté, du fait de son autosuffisance énergétique, une position neutre par rapport aux événements liés à la géopolitique de l'énergie. En effet, les prix du pétrole étaient fixés au niveau central et étaient complètement indépendants du marché mondial. Cette indifférence face aux événements au Moyen-Orient a fait prendre beaucoup de retard à la Chine par rapport aux États-Unis, dont la position en tant que principal consommateur et importateur énergétique, lui a imposé d'orienter leur politique vers la sécurisation de leurs approvisionnements.

Dans les vingt années à venir, la Chine aura à s'impliquer dans le commerce énergétique international de manière significative, à former des alliances pour le transport et ses sources d'approvisionnements énergétiques et à faire des choix concernant sa sécurité énergétique. Cette pénétration chinoise, de par la taille du pays et son héritage historique au niveau de son secteur énergétique aura des conséquences géopolitiques tant au niveau régional que mondial. Les besoins en hausse des importations pétrolières et les contraintes structurelles de son outil de raffinage font que la Chine va devenir tributaire de la même source d'approvisionnement que les grandes nations industrielles. Ainsi, une compétition va se créer au Moyen-Orient.

3.1. La Chine représente-t-elle une menace pour la stabilité de la région?

Les analyses montrent qu'il existe, pour la Chine, une forte corrélation entre la croissance économique et l'inclination à engager des conflits avec ses voisins. Si la croissance économique de la Chine continuait à un rythme soutenu, le risque pourrait réellement exister.

Cependant, il est très probable qu'elle ralentisse étant donné les grandes difficultés accompagnant la réforme économique, le poids de l'état dans la vie économique. La Chine, tant qu'elle n'aura pas stabilisé sa progression économique, visera à rechercher la stabilité de son environnement pour asseoir son développement économique plutôt qu'une attitude agressive vis à vis de ses voisins. Bien que le contexte de compétition avec le Japon et la Corée du Sud voire l'Inde soit de plus en plus visible, ce n'est pas pour autant que le climat des relations dans cette région du monde va dégénérer vers des conflits. L'avenir à court terme ne laisse pas prévoir une pénurie en ressource énergétique et donc n'est pas propice à une attitude de confrontation par rapport aux approvisionnements.

De plus, l'autre argument en faveur de la stabilité de la région est la restriction des budgets militaires suite à la crise économique en Asie. Étant donné ses capacités actuelles et son budget militaire, il faudrait entre 40 et 50 ans pour que la Chine puisse menacer la puissance américaine. De plus, elle ne possède ni les capacités ni les bases maritimes pour menacer les voies maritimes d'approvisionnement dans la région.

3.2. *La Chine et ses voisins: vers un pont énergétique?*

La Chine pourrait jouer un rôle important de liaison entre les fournisseurs d'approvisionnements énergétiques (Russie, Asie centrale, Moyen Orient) et les principaux consommateurs de l'Extrême-Orient (Chine, Japon, Corée du sud). Cependant, les divers projets de canalisations tant pour le gaz naturel que pour le pétrole demandent de lourds investissements qui imposent des relations politiques stables et des relations énergétiques à long terme dans la région.

Elles s'articulent autour de deux grands axes.

1) un axe de coopération avec ses voisins situés au nord-est.

Il y a une relation énergétique triangulaire qui s'établit autour de la Mer Jaune en Asie Orientale. Le Japon, la Chine et la Corée du sud sont les plus importants consommateurs en énergie et représentent aux alentours de 50 % de la consommation totale de la région. La sécurité économique japonaise et coréenne est largement dépendante de la stabilité des importations étrangères. Ces trois pays consommateurs ont donc des intérêts communs dans le développement de liens durables avec les différents producteurs énergétiques. Dans le même

temps, chacun à la responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité de leurs demandes. Ainsi, une compétition accrue ne serait bonne pour aucun d'entre eux.

La Chine est non seulement un marché émergent mais aussi un véritable axe de transport vers le Japon et la Corée du Sud. Ces deux derniers pays prennent conscience de la position avantageuse de la Chine mais aussi de l'importance d'utiliser les sources énergétiques russes ou en provenance d'Asie centrale. Afin de réduire leur désavantage géographique, le Japon et la Corée du Sud ont investi dans les ressources liées aux hydrocarbures en Russie et en Asie centrale d'une part et cherchent à coopérer avec la Chine dans le domaine du transport d'autre part. Ceci est facilité par le besoin de la Chine d'avoir accès à des soutiens financiers pour pouvoir recueillir les fonds nécessaires à la réalisation de ses projets de transport énergétique. Afin d'assurer la sécurité des importations, la Chine doit traiter les facteurs d'insécurité et d'incertitude qui pourraient apparaître dans cette région du monde. Une coopération accrue dans le domaine énergétique aurait pour conséquence une obligation de la part des Chinois à atténuer les zones de tension, notamment dans la péninsule coréenne. En effet, la Chine va devoir, pour trouver un appui financier coréen pour la réalisation de ses projets, jouer un rôle important dans la résolution du conflit entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

2) Les relations avec les autres consommateurs asiatiques

La demande accrue en énergie des zones côtières de la Chine tant en pétrole qu'en gaz pourrait inciter la Chine à étendre ses activités d'exploration et de production dans la mer de Chine Méridionale et plus loin. Cependant, la demande énergétique des autres pays d'Asie du Sud-Est, en croissance également, pourrait créer une concurrence importante. Le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, tous en voie de développement, ont des intérêts économiques importants dans les ressources en hydrocarbure en mer ainsi que dans la liberté de circulation maritime.

Le manque d'implication politique de la Chine dans les questions régionales et ses faibles relations bilatérales avec chacun de ses voisins du sud a entravé le développement de coopérations énergétiques durant les dix dernières années. L'intérêt que porte l'ensemble de ces pays sur les ressources énergétiques de la mer de Chine méridionale nécessite, si on ne veut pas voir un conflit éclater, une compréhension mutuelle et une coopération politique. Récemment, la Chine a joué un rôle accru dans les organisations régionales et a montré la volonté de soutenir les pays du Sud-Est asiatique pour surmonter la crise économique. La

politique chinoise sur la mer de Chine méridionale semble vouloir séparer les intérêts économiques des tensions territoriales et notamment au sujet des îles Sparklet avec la volonté de maintenir une certaine coopération régionale.

C'est pourquoi, même si la Chine a donné la priorité à d'autres régions du monde pour ces approvisionnements énergétiques, elle demeure présente dans les activités de développement du pétrole et du gaz dans les pays d'Asie du Sud.

Le risque principal de voir émerger un conflit lié à l'énergie réside dans l'émergence de deux pays concurrents : l'Inde et le Pakistan. En tant que poids-lourds du marché pétrolier asiatique, la Chine et l'Inde doivent surpasser leurs antagonismes pour favoriser le développement des industries énergétiques en Asie et surtout pour sécuriser les voies d'approvisionnements à travers l'Asie. Un différend entre ces deux pays aurait des conséquences pour l'ensemble du continent asiatique.

3.3. Les relations avec la Russie

3.3.1. La Russie en tant qu' approvisionneur:

La Russie est le troisième plus grand producteur de pétrole dans le monde et a les plus grandes réserves de gaz naturel. Etant donné les similitudes que les deux pays partagent dans les réformes vers l'ouverture de leur économie de marché et dans leurs approches respectives des affaires, il paraît très naturel pour la Russie de devenir un fournisseur en énergie stable, même si elle n'en est pas la principale, de la Chine. Bien que l'aspect politique de cette coopération semble être encourageant, le contexte économique est moins favorable. L'industrie pétrolière russe éprouve actuellement une dépression profonde. Elle a subi un effondrement de presque 50% sur les dix dernières années accentué par une baisse des prix du pétrole. De plus, la crise dans l'industrie pétrolière de la Russie doit être considérée comme systémique plutôt que simplement comme un symptôme de difficultés de transition au niveau économique. La cause profonde de cette dépression réside dans le fait que la majorité de puits de pétrole dans la partie européenne du pays et en Sibérie a été exploitée depuis le début des années 70, et est maintenant épuisée. Ces puits exigent une rénovation technologique importante et surtout onéreuse pour retrouver une production équivalente au niveau initial.

L'autre obstacle sérieux pour une coopération accrue avec la Russie réside dans la destination des exportations. Le pétrole et le gaz russe, traditionnellement orientés vers les marchés

occidentaux, manquent d'infrastructures nécessaires au transport et au raffinage en Sibérie et dans les régions les plus à l'est de la Russie. Ces difficultés associées aux incertitudes quant aux coûts d'exploitation des nouveaux champs pétrolifères en Sibérie peuvent amener à supposer que la Russie ne sera pas, dans un proche avenir une source sérieuse en énergie pour la Chine. Des investissements importants de la part de la Chine dans les champs pétrolifères russes sont peu probables car ses efforts se sont résolument tournés vers le Moyen Orient et l'Asie centrale.

De plus, les facteurs historiques entre les deux pays restreignent une dépendance accrue entre les deux états tant au point de vue stratégique qu'économique.

A l'heure actuelle, la Russie et la Chine n'ont qu'un accord énergétique important, l'extraction et le transport de gaz naturel du champ gazier de Kovytkinskoye dans la région d'Irkoutsk. Cependant, ce projet nécessite la construction d'un pipeline de 3000 km à travers la Mongolie. Les investissements du Japon et de la Corée du Sud sont indispensables pour sa réalisation car il servirait aussi à alimenter ces deux pays. Bien qu'aucun progrès substantiel ait été accompli dans le domaine des investissements récemment, le projet est supposé satisfaire 40 % de la demande totale de Chine pour le gaz naturel.

3.3.2. L'impact sur les relations avec Russie

L'intérêt de Russie dans la stratégie pétrolière de la Chine est plutôt ambivalent. La motivation principale de Moscou est d'orienter la Chine vers les ressources énergétique russes et donc de sceller au niveau énergétique une stratégie de confiance. Moscou s'intéresse de plus en plus à une telle association, étant donné l'affaiblissement de sa posture de sécurité militaire et la pression directe et indirecte qu'il ressent de la part des puissances occidentales au travers de l'extension de l'OTAN et des crises yougoslaves. La motivation secondaire de Moscou réside dans le spectre très étroit des liens économiques qu'il garde avec la Chine. La Russie est intéressée à l'étendre tant au point de vue commercial que politique.

La Russie joue aussi sur les inquiétudes de Japon sur l'exploitation possible par la Chine des ressources énergétiques de la Russie. Bien que le Japon s'intéresse maintenant légèrement aux options que représentent les ressources énergétiques de Sibérie, Tokyo a le souci d'éviter sa marginalisation de la part de la Chine sur le marché énergétique russe dans le cas d'une alliance russo-chinoise forte. Les Russes sont intéressés à attirer les capitaux japonais pour la

réalisation de projets énergétique en Sibérie, afin de développer les territoires russes d'extrême orient. Cependant, les rapports entre le Japon et la Russie restent peu satisfaisants par suite d'un différend territorial non résolu. La priorité à long terme de la Russie est d'impliquer la Chine et le Japon dans le développement économique des territoires reculés à l'est sans perdre complètement son influence politique et économique avec l'un ou l'autre. La Russie espère à terme transformer une partie de cette zone, surtout les provinces de Primorski et de Khabarovski, en une zone par laquelle se ferait la liaison entre la Russie et le réseau économique de l'Asie Pacifique.

Cependant, la capacité de la Russie à satisfaire l'appétit chinois croissant en pétrole est limitée. Comme tel, Moscou doit faire face à la réalité du développement économique chinois, et son éventuelle pénétration politique dans une zone précédemment sous sa domination, l'Asie Centrale. D'un point de vue commercial, tout progrès dans l'exploitation des ressources en Asie Centrale de la part de la Chine portera atteinte aux intérêts russes. Chaque baril de pétrole extrait des champs pétrolifères de la Caspienne rentre en compétition directe avec le pétrole russe sur le marché mondial surtout au niveau des prix. Le commerce pétrolier restant une part primordiale des revenus russes dans son commerce extérieur, cette concurrence et son impact sur les prix entraînent une perte continue de revenus dont la Russie a plus qu'avant besoin. La menace économique posée par le marché du pétrole en Asie Centrale incite la Russie à faire effort pour entraver toutes solutions de canalisation défavorable à ses intérêts commerciaux et de sécurité.

Bien que Moscou soit opposé à tous développements de route énergétique de l'Asie Centrale vers la Chine, il ne les considère pas non plus comme catastrophiques. C'est dû à l'interprétation que tout réseau d'approvisionnement énergétique avec la Chine ne pourrait pas se matérialiser sans une participation russe. En outre, ce n'est pas dans les intérêts géopolitiques de la Chine d'exclure la Russie de sa liste de fournisseurs potentiels d'énergie. Si un embryon de "pont énergétique pan-asiatique" émerge, il ne pourrait pas se conduire au niveau stratégique ou économique sans un consentement minimum de la part de la Russie.

De plus, la Russie possède aussi de leviers d'influence efficaces envers Pékin et Almaty qui rendent impossible pour l'une ou l'autre capitale d'ignorer Moscou dans leurs discussions. L'influence de la Russie sur la Chine repose sur l'étendue générale de leurs intérêts communs dans le cadre de leur association stratégique. La frontière stabilisée, un rapprochement militaire important et un appui inconditionnel de la Chine sur la question de Taiwan sont des

paramètres très lourds dans les relations russo-chinoise. Il est improbable que la Chine mettrait en péril cela pour l'Asie Centrale. En ce qui concerne le Kazakhstan, il y a une communauté de six millions de Russes dans le pays, ce qui pèse dans les relations entre les deux états.

Le comportement mutuel des Russes et des Chinois en Asie Centrale visera à un compromis et se caractérisera par un ensemble de contraintes visibles. Ce n'est pas dans l'intérêt des deux géants régionaux de créer une nouvelle sphère de confrontation géopolitique en Asie Centrale.

La Russie considère la Turquie et son intégration à l'OTAN comme la menace principale à ses intérêts énergétiques et de sécurité dans les régions de la mer Caspienne et de l'Asie Centrale. Aux vues de ses faiblesses et de son incapacité à s'opposer efficacement aux concurrents, Moscou est contraint à considérer la présence de la Chine au Kazakhstan comme la menace la moins grande. Dans ce sens, une évolution de la Chine vers le Moyen Orient avec pour objectif ultime un accord de sécurité énergétique à long terme avec les États-Unis, même si c'est peu probable avec le gouvernement américain actuel, serait beaucoup plus préjudiciable aux intérêts de la Russie.

L'autre considération est, qu'étant donné la réticence de la Chine à reconnaître la pénétration croissante d'états membre de l'OTAN à proximité de ses frontières, Pékin partagera avec Moscou ses intérêts à s'opposer à toute intrusion dans les pays par lesquelles passeront les voies énergétiques

3.4. Impact sur les relations avec les États-Unis

Certains analystes chinois voient dans les États-Unis la menace principale pour la sécurité énergétique de leur pays. En effet, les États-Unis sont la puissance prédominante dans le monde tant en terme militaire, économique que technologique. L'émergence de la Chine pourrait être considérée par les États-Unis comme une menace de par la taille du pays en Asie. Il y a de multiples raisons pour que l'importance des relations liées à l'énergie entre les États-Unis et la Chine s'intensifie. L'impact de la politique de sécurité américaine sur tout pays important de l'énergie dans le monde est indéniable. Les réflexions américaines sur la sécurité au Moyen Orient, en Asie Centrale, en Asie du Sud-Est, dans l'océan Indien, l'océan Pacifique et sur les voies maritimes en mer de Chine méridionale sont des paramètres fondamentaux pour la stratégie chinoise dans le domaine de l'énergie. Les États-Unis sont aussi le plus grand

consommateur de pétrole et le troisième plus grand producteur dans le monde. Ils absorbent la plus grande partie du pétrole du Moyen Orient et par toutes ces capacités exercent une influence prédominante sur le marché du pétrole mondial. Avec la dépendance croissante actuelle de la Chine pour le pétrole issu du Moyen Orient, le rôle des Américains reste très important. Les principales compagnies pétrolières mondiales capables d'investissements à l'étranger stratégiquement importants et possédant les technologies modernes d'extraction sont soit des compagnies américaines soit des compagnies multinationales dominées par les capitaux des Etats-Unis. Leur aptitude à façonner le marché du pétrole mondial, ainsi qu'à investir dans le secteur énergétique chinois est évidente.

Dans ce contexte, il est clair qu'en envisageant les États-Unis comme un concurrent plutôt qu'un partenaire sur l'aspect de sécurité énergétique, la Chine considère les États-Unis comme l'obstacle clé pour pénétrer le marché du pétrole. Cette interprétation paraît être suscitée par la vision du monde qu'a la Chine et demeurera pour les quelques années à venir. Avec l'utilisation du blocus pétrolier par les forces de l'OTAN durant le récent conflit du Kosovo, la Chine a pris conscience de l'influence américaine en ce qui concerne les flux énergétiques. Comme tel, les options d'approvisionnement et les alternatives prises par la Chine doivent être définies en terme de considérations sécuritaires plutôt que de faisabilité économique. Certains analystes chinois considèrent comme signes précurseurs les vives critiques sur les droits de l'homme, les ventes d'armes à Taiwan de la part des États-Unis, la mise en place de deux groupes aéronavals dans les eaux autour de Taiwan durant les essais de missiles chinois en 1996, la révision des accords de sécurité entre les États-Unis et le Japon ainsi que le possible déploiement des systèmes NMD voire même le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade. Le motif d'inquiétude des chinois réside dans le fait de voir les États-Unis comme une superpuissance à laquelle aucun état ou groupe d'états ne peut s'opposer.

3.4.1. Les problèmes des voies maritimes

Il est indéniable que la puissance maritime américaine peut menacer les voies maritimes d'approvisionnement reliant le Golfe Persique et la mer de Chine méridionale à travers lesquels passe la plus grande partie des importations de la Chine. En effet, environ 60 à 70 % des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique passe par le détroit de Malacca. La marine chinoise, bien que déjà conséquente, est loin d'être capable d'assurer la propre sécurité de ses voies d'approvisionnement. De façon ironique, dans un

avenir à moyen terme, la Chine sera entièrement tributaire de la marine américaine pour cette protection, ce qui contraindra fortement les initiatives chinoises au niveau régional.

D'un point de vue américain, l'ambiguïté générale et les inconsistances ont dominé les relations sino-américaines pendant la dernière décennie, avec des balancements constants entre rapprochement et endiguement. Cet état continuera probablement, pesant lourdement sur les relations entre les deux pays concernant énergie.

Si on se place dans une volonté de rapprochement de la part des Etats Unis, l'idée que l'implication grandissante de la Chine dans le marché énergétique mondial et sa plus grande dépendance sur ses importations de pétrole est favorable aux Etats Unis, aura prise le pas sur la peur du risque suscité par la croissance économique de la Chine. Par conséquent, les États-Unis devraient prévenir l'éventuelle belligérance de la Chine en terme d'énergie et devraient soutenir son engagement dans le secteur énergétique sous toutes ses formes en stimulant la stabilité des approvisionnements pétroliers de la Chine ou en encourageant des investissements dans le secteur énergétique chinois et en garantissant la sécurité des voies d'acheminement.

Cependant, de telles considérations politiques américaines envers la Chine sont devenues minoritaires avec la réapparition du sentiment de crainte à voir la Chine devenir au 21^e siècle la puissance rivale. Les développements négatifs dans les relations sino-américaines depuis 1999 ont montré tout à fait visiblement que les motivations pour la politique de "containment" sont profondément enracinées aux États-Unis et ont été renforcées par les dernières élections. Pékin pourrait considérer raisonnablement que le blocage de ses accès à ses sources d'approvisionnement est une option future probable. L'intervention post 11 septembre en Afghanistan ne peut que renforcer ce sentiment.

L'importance des interactions entre les deux pays va s'étendre au Moyen Orient d'autant plus que la dépendance de la Chine sur le pétrole importé de cette région va grandir aussi.

Dans une certaine mesure, les deux pays partagent des intérêts communs dans la région. Les deux cherchent la stabilité au Moyen Orient qui permettrait d'assurer des flux pétroliers permanents. Cependant, ils ont des partenaires et des capacités différents pour s'implanter dans la région. Ils ont donc naturellement des approches différentes des instruments de puissance pouvant être utilisés pour obtenir une telle stabilité.

Les partenaires les plus proches de la Chine, l'Iran et l'Irak, peuvent être considérés comme la voie fondamentale pour permettre à la Chine d'avoir accès à l'énergie du Moyen Orient alors qu'ils sont considérés comme des zones moins accessibles pour les États-Unis. Conscient des

limites de sa capacité de projection de puissance, les Chinois ont été obligés d'utiliser la manœuvre diplomatique pour contrebalancer le rôle des Etats unis dans la région.

Les Chinois étaient favorables au régime de Saddam et souhaitait la levée des sanctions économiques contre l'Irak le plus rapidement possible, la Chine ayant obtenu des droits de développement sur des champs pétrolifères irakiens en 1997. La Chine continuera probablement à utiliser sa seule arme c'est à dire son appartenance au conseil de sécurité des Nations Unies ainsi que sa position dans les organes de l'ONU pour essayer de contrecarrer les intentions américaines en Irak suite aux évènements actuels. Le gouvernement chinois désapprouve la présence des forces militaires étrangères dans le Golfe. En outre, ils suspectent que les États-Unis cherchent à dominer la région pour exercer le contrôle sur les ressources énergétiques du Golfe.

Pour la Chine, l'Iran est encore plus important que l'Irak par sa position géographique et par l'accession à son énergie, libre de tout régime de sanctions internationales. C'est la base de départ d'un éventuel pont énergétique pan-asiatique. L'autre facteur qui a attiré l'attention de la Chine vers Téhéran est le fait que suite à une confrontation sérieuse avec les États-Unis, les entreprises américaines n'étaient pas en position de force dans le pays, facilitant ainsi la pénétration du marché énergétique par la Chine.

3.4.2. Le problème des ventes d'armes

Ayant des options limitées quant à la projection de forces dans la région, Pékin a utilisé ses ventes d'armes en Iran, en Irak, en Libye voir même en Arabie Saoudite comme un élément primordial de sa politique régionale. Cette politique serait facilitée par l'insertion d'entreprises exportatrices d'armement dans des consortiums pétroliers formés pour l'exploitation des champs pétroliers. D'un côté, ces ventes d'armes, comprenant des éléments de technologie à usage nucléaire sophistiqués, donnent une occasion à la Chine de gagner un point d'appui dans la région et de développer un lien stratégique à long terme pour remplir ses intérêts énergétiques. De l'autre côté, les ventes d'armes permettent de diminuer le coût d'importation de l'énergie en provenance du Moyen Orient. Ce sera particulièrement précieux pour la Chine dans l'avenir étant donné l'augmentation attendue du volume des importations Chinoises et une augmentation éventuelle des prix sur le marché pétrolier.

Cependant, en octobre 1997, la Chine a signé pendant la visite du Président Jiang Zemin à Washington une promesse de s'abstenir de prendre part à de nouvelles coopérations nucléaires

avec l'Iran et a consenti à faire arrêter les ventes de certains missiles de croisière anti-navire qui représentaient une menace pour le trafic commercial en cas de conflit.

Bien que cet engagement chinois ait laissé des échappatoires considérables, notamment dans la distinction entre nouveaux et anciens contrats, il est un pas considérable pour l'amélioration des relations avec les États-Unis. En contre partie, les États-Unis ont levé les obstacles légaux pour reprendre les relations Sino-américaines dans le domaine de la coopération nucléaire. Cet accord a ouvert le chemin pour les entreprises des Etats-Unis pour prendre part à l'industrie nucléaire de la Chine.

Cette coopération dans la non-prolifération des armements est un point important dans les relations américano-chinoises. Un non-respect des accords pourrait facilement entraîner des représailles économiques énergétiques que la Chine craint et ne peut pas se permettre d'endurer à l'heure actuelle.

Conclusion

Après son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, l'économie chinoise a été de plus en plus liée au système économique mondial.

La croissance économique chinoise depuis les années 80 a entraîné une augmentation du besoin énergétique pour le pays. Les conséquences se sont fait sentir essentiellement au niveau du pétrole car les besoins ont dépassé la production nationale. Sur les vingt prochaines années, si cette dernière n'évolue pas plus rapidement qu'elle ne l'a fait durant les dix dernières années, la dépendance énergétique de la Chine menacera sa sécurité dans ce domaine.

C'est pourquoi la Chine se trouve face à des choix qui forgeront l'avenir du pays au point de vue énergétique. Elle doit adopter une stratégie de développement durable et fiable au niveau national mais aussi vers l'extérieur.

D'un point de vue intérieur, la Chine doit consolider l'exploration et le développement des ressources nationales en ouvrant son secteur énergétique aux investissements étrangers pour profiter des évolutions technologiques qu'une structure passée trop contraignante n'a pas favorisées.

Sa structure énergétique doit permettre une pénétration plus importante du gaz en développant l'utilisation de cette énergie par des investissements dans la modernisation de son industrie et des infrastructures liées au gaz.

Le poids du charbon dans l'industrie chinoise fait courir des risques environnementaux que la Chine devra prendre en compte au plus tôt par la promotion d'énergie plus propre.

Au niveau extérieur, la Chine cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en se tournant essentiellement vers deux régions: l'Asie centrale et le Moyen Orient. Face à la puissance américaine, la Chine n'a pas la puissance militaire nécessaire pour pouvoir s'opposer à cette domination tant au niveau régional que sur les voies maritimes d'approvisionnement. Aussi, la préférence est donnée à l'Asie centrale de par sa proximité géographique au niveau stratégique. Cependant, la région du Moyen Orient est incontournable du fait de sa richesse et s'est tout naturellement que le volume des importations chinoise en provenance de cette région n'a cessé de croître. Cependant, la Chine y est en compétition avec les principales puissances occidentales. Aussi, pour pouvoir pénétrer ce marché, la Chine s'est tournée vers les pays avec lesquels les relations avec les Etats-Unis sont conflictuelles comme l'Iran ou l'Irak, en utilisant la vente d'armement pour renforcer les liens et alléger la facture des importations énergétiques.

Les conséquences géopolitiques au niveau de l'Asie ne devraient pas être importantes car la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont des intérêts communs pour constituer un véritable pont énergétique dans la région. La seule menace réside dans l'émergence de l'Inde qui pourrait essayer de rentrer en compétition avec la Chine en Asie Centrale. Au contraire, les intérêts mutuels entre les différents protagonistes devraient permettre de stabiliser la situation régionale.

Les relations avec les Etats-Unis sont plus équivoques. La crainte soulevée par l'émergence de la Chine pourrait amener la nation américaine à chercher à contenir cette évolution. Les interventions en Afghanistan et en Irak à l'heure actuelle, même si elles sont fondées sur la lutte contre le terrorisme et la promotion de la démocratie, ont lieu sur un fond de pétrole. Elles peuvent permettre de limiter l'accès à certaines sources d'approvisionnement pour la Chine.

L'hégémonie américaine peut amener un isolement de la Chine d'autant plus rapide si l'extension du Partenariat pour la Paix aux pays d'Asie Centrale se réalise. Alors, elle devra résolument s'orienter vers une nouvelle structure énergétique accordant au gaz, dont elle possède les réserves, une part primordiale.